

Vu que l'agglomération de Montréal a renouvelé pour une quarantième fois, par la résolution numéro CE20 1449, la déclaration d'état d'urgence pour une période additionnelle de cinq jours, se terminant le dimanche 4 octobre 2020;

Vu que l'agglomération de Montréal a renouvelé pour une quarante et unième fois, par la résolution numéro CE20 1480, la déclaration d'état d'urgence pour une période additionnelle de cinq jours, se terminant le vendredi 9 octobre 2020;

Vu que l'agglomération de Montréal a renouvelé pour une quarante-deuxième fois, par la résolution numéro CE20 1544, la déclaration d'état d'urgence pour une période additionnelle de cinq jours, se terminant le mercredi 14 octobre 2020;

Vu que l'agglomération de Montréal a renouvelé pour une quarante-troisième fois, par la résolution numéro CE20 1593, la déclaration d'état d'urgence pour une période additionnelle de cinq jours, se terminant le lundi 19 octobre 2020;

Vu que la situation sur le territoire demeure pré-occupante, l'agglomération de Montréal a renouvelé pour une quarante-quatrième fois, par la résolution numéro CE20 1614 du lundi 19 octobre 2020, la déclaration d'état d'urgence pour une autre période de cinq jours, se terminant le samedi 24 octobre 2020;

Vu que l'agglomération de Montréal demande à la ministre de la Sécurité publique d'autoriser de nouveau le renouvellement de l'état d'urgence pour une période de cinq jours;

En conséquence, j'autorise l'agglomération de Montréal à renouveler l'état d'urgence local déclaré le vendredi 27 mars 2020 pour une période additionnelle de cinq jours, se terminant le samedi 24 octobre 2020.

Québec, le 20 octobre 2020

La ministre de la Sécurité publique,
GENEVIÈVE GUILBAULT

73514

A.M., 2020

Arrêté numéro 2020-085 du ministre de la Santé et des Services sociaux en date du 28 octobre 2020

Loi sur la santé publique
(chapitre S-2.2)

CONCERNANT l'ordonnance de mesures visant à protéger la santé de la population dans la situation de pandémie de la COVID-19

LE MINISTRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX,

Vu l'article 118 de la Loi sur la santé publique (chapitre S-2.2) qui prévoit que le gouvernement peut déclarer un état d'urgence sanitaire dans tout ou partie du territoire québécois lorsqu'une menace grave à la santé de la population, réelle ou imminente, exige l'application immédiate de certaines mesures prévues à l'article 123 de cette loi pour protéger la santé de la population;

Vu le décret numéro 177-2020 du 13 mars 2020 qui déclare l'état d'urgence sanitaire dans tout le territoire québécois pour une période de 10 jours;

Vu que l'état d'urgence sanitaire a été renouvelé jusqu'au 29 mars 2020 par le décret numéro 222-2020 du 20 mars 2020, jusqu'au 7 avril 2020 par le décret numéro 388-2020 du 29 mars 2020, jusqu'au 16 avril 2020 par le décret numéro 418-2020 du 7 avril 2020, jusqu'au 24 avril 2020 par le décret numéro 460-2020 du 15 avril 2020, jusqu'au 29 avril 2020 par le décret numéro 478-2020 du 22 avril 2020, jusqu'au 6 mai 2020 par le décret numéro 483-2020 du 29 avril 2020, jusqu'au 13 mai 2020 par le décret numéro 501-2020 du 6 mai 2020, jusqu'au 20 mai 2020 par le décret numéro 509-2020 du 13 mai 2020, jusqu'au 27 mai 2020 par le décret numéro 531-2020 du 20 mai 2020, jusqu'au 3 juin 2020 par le décret numéro 544-2020 du 27 mai 2020, jusqu'au 10 juin 2020 par le décret numéro 572-2020 du 3 juin 2020, jusqu'au 17 juin 2020 par le décret numéro 593-2020 du 10 juin 2020, jusqu'au 23 juin 2020 par le décret numéro 630-2020 du 17 juin 2020, jusqu'au 30 juin 2020 par le décret numéro 667-2020 du 23 juin 2020, jusqu'au 8 juillet 2020 par le décret numéro 690-2020 du 30 juin 2020, jusqu'au 15 juillet 2020 par le décret numéro 717-2020 du 8 juillet 2020, jusqu'au 22 juillet 2020 par le décret numéro 807-2020 du 15 juillet 2020, jusqu'au 29 juillet 2020 par le décret numéro 811-2020 du 22 juillet 2020, jusqu'au 5 août 2020 par le décret numéro 814-2020 du 29 juillet 2020, jusqu'au 12 août 2020 par le décret numéro 815-2020 du 5 août 2020, jusqu'au 19 août 2020 par le décret

numéro 818-2020 du 12 août 2020, jusqu'au 26 août 2020 par le décret numéro 845-2020 du 19 août 2020, jusqu'au 2 septembre 2020 par le décret numéro 895-2020 du 26 août 2020, jusqu'au 9 septembre 2020 par le décret numéro 917-2020 du 2 septembre 2020, jusqu'au 16 septembre 2020 par le décret numéro 925-2020 du 9 septembre 2020, jusqu'au 23 septembre 2020 par le décret numéro 948-2020 du 16 septembre 2020, jusqu'au 30 septembre 2020 par le décret numéro 965-2020 du 23 septembre 2020, jusqu'au 7 octobre 2020 par le décret numéro 1000-2020 du 30 septembre 2020, jusqu'au 14 octobre 2020 par le décret numéro 1023-2020 du 7 octobre 2020 jusqu'au 21 octobre 2020 par le décret numéro 1051-2020 du 14 octobre 2020, jusqu'au 28 octobre 2020 par le décret numéro 1094-2020 du 21 octobre 2020 et jusqu'au 4 novembre 2020 par le décret numéro 1113-2020 du 28 octobre 2020;

VU que le décret numéro 1020-2020 du 30 septembre 2020, modifié par les arrêtés numéros 2020-074 du 2 octobre 2020, 2020-077 du 8 octobre 2020, 2020-079 du 15 octobre 2020, 2020-080 du 21 octobre 2020, 2020-081 du 22 octobre 2020 et 2020-084 du 27 octobre 2020 et le décret numéro 1039-2020 du 7 octobre 2020, prévoit notamment, malgré toute disposition contraire d'un décret ou d'un arrêté ministériel pris en application de l'article 123 de la Loi sur la santé publique, certaines mesures particulières applicables sur certains territoires;

VU que le décret numéro 1113-2020 du 28 octobre 2020 habilite également le ministre de la Santé et des Services sociaux à prendre toute mesure prévue aux paragraphes 1^o à 8^o du premier alinéa de l'article 123 de la Loi sur la santé publique;

CONSIDÉRANT QU'il y a lieu d'ordonner certaines mesures pour protéger la santé de la population;

ARRÊTE CE QUI SUIT :

QUE le dispositif du décret numéro 1020-2020 du 30 septembre 2020, modifié par les arrêtés numéros 2020-074 du 2 octobre 2020, 2020-077 du 8 octobre 2020, 2020-079 du 15 octobre 2020, 2020-080 du 21 octobre 2020, 2020-081 du 22 octobre 2020 et 2020-084 du 27 octobre 2020 et le décret numéro 1039-2020 du 7 octobre 2020, soit de nouveau modifié :

1^o par l'insertion, dans le troisième alinéa et après le paragraphe 3^o, du suivant :

«3.1^o une visite nécessaire à l'exercice d'un travail ou d'une profession;»;

2^o par le remplacement, dans ce qui précède le paragraphe 1^o du neuvième alinéa, de «des régions sociosanitaires de Lanaudière et » par «de la région sociosanitaire»;

3^o par le remplacement, dans le paragraphe 18^o du dixième alinéa, de «élèves de la 4^e et de la 5^e secondaire» par «élèves de la 3^e, de la 4^e et de la 5^e secondaire»;

QUE les mesures prévues au dixième alinéa du dispositif du décret numéro 1020-2020 du 30 septembre 2020 et ses modifications subséquentes s'appliquent également au territoire de la région sociosanitaire de Lanaudière;

QUE soient abrogés :

1^o le paragraphe 1^o du deuxième alinéa du dispositif de l'arrêté numéro 2020-080 du 21 octobre 2020;

2^o l'arrêté numéro 2020-082 du 25 octobre 2020;

QUE les mesures prévues au paragraphe 2^o du premier alinéa et aux deuxième et troisième alinéas du dispositif du présent arrêté prennent effet le 31 octobre 2020, sauf en ce qui concerne les mesures prévues au sous-paragraphe *k* du paragraphe 5^o et aux paragraphes 17^o à 28^o du dixième alinéa du dispositif du décret numéro 1020-2020 du 30 septembre 2020, tel que modifié, qui prendront effet le 2 novembre 2020;

QUE la mesure prévue au paragraphe 3^o du premier alinéa du dispositif du présent arrêté prenne effet le 2 novembre 2020.

Québec, le 28 octobre 2020

Le ministre de la Santé et des Services sociaux,
CHRISTIAN DUBÉ

73472

A.M., 2020

Arrêté numéro 2020-086 du ministre de la Santé et des Services sociaux en date du 1^{er} novembre 2020

Loi sur la santé publique
(chapitre S-2.2)

CONCERNANT l'ordonnance de mesures visant à protéger la santé de la population dans la situation de pandémie de la COVID-19

LE MINISTRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX,

VU l'article 118 de la Loi sur la santé publique (chapitre S-2.2) qui prévoit que le gouvernement peut déclarer un état d'urgence sanitaire dans tout ou partie du territoire québécois lorsqu'une menace grave à la santé de la population, réelle ou imminente, exige l'application immédiate de certaines mesures prévues à l'article 123 de cette loi pour protéger la santé de la population;